FICHE 38

LES ASSURANCES

I.	ASSURANCE SOUSCRITE PAR LES PARENTS D'ÉLÈVES OU LES ÉLÈVES _____	308
	1 - Activités obligatoires	
	2 - Activités facultatives	
	3 - Activités associatives	
II.	ASSURANCE SOUSCRITE PAR L'EPLÉ _____	309
III.	ASSURANCE SOUSCRITE PAR LES ASSOCIATIONS INTERVENANT AU SEIN DE L'EPLÉ _____	309
IV.	ASSURANCE SOUSCRITE PAR LES ENTREPRISES ACCUEILLANT DES ÉLÈVES EN STAGE _____	309

Les accidents subis ou causés par les élèves dans le cadre scolaire, ne sont pas systématiquement pris en charge par la collectivité. La victime ne peut être indemnisée que dans le cadre de l'un des trois régimes de responsabilité suivants :

- responsabilité civile de l'État en cas de faute commise par un membre de l'enseignement public (art. L. 911-4 du Code de l'éducation issu de la loi du 5 avril 1937) ;
- responsabilité pour faute dans l'organisation ou le fonctionnement du service public ou dommages de travaux publics imputables à l'administration ou à la collectivité territoriale de rattachement (sur toutes ces questions : cf. fiche 43 : Responsabilité à l'égard des élèves, p. 331) ;
- assurance "accidents du travail" pour les élèves de l'enseignement technique et pour les élèves de l'enseignement général lors des cours en laboratoire ou en atelier ou lors des stages (Livre IV du Code de la sécurité sociale).

Le législateur n'a pas imposé aux parents l'obligation de contracter une assurance scolaire pour leurs enfants scolarisés.

Toutefois, l'absence de prise en charge des accidents qui ne correspondent pas aux cas visés par ces trois régimes de responsabilité rend très opportune la souscription d'une police d'assurance susceptible d'assurer la réparation des dommages, en toute hypothèse.

En effet, la souscription d'une assurance offre des garanties supplémentaires et permet :

- d'une part, de garantir personnellement l'auteur du dommage (à défaut c'est la personne physique ou morale responsable du dommage qui devra supporter, sur son propre patrimoine, la réparation du préjudice) ;
- d'autre part, de garantir la réparation des dommages subis par la personne assurée ou les adhérents désignés par celle-ci dans le cadre d'un contrat de groupe.

Une fois le préjudice indemnisé, il appartiendra, le cas échéant, à la compagnie d'assurance de se retourner, en lieu et place de la victime contre les responsables du dommage.

I. ASSURANCE SOUSCRITE PAR LES PARENTS D'ÉLÈVES OU LES ÉLÈVES

1 - ACTIVITÉS OBLIGATOIRES

1. Les activités obligatoires sont imposées par l'État aux établissements scolaires, dans le cadre des programmes pédagogiques définis par arrêté : elles se déroulent pendant le temps scolaire et les élèves ne peuvent s'y soustraire. La souscription d'une assurance ne peut jamais être exigée pour l'exercice des activités obligatoires, lors de l'inscription d'un élève dans un établissement.

L'EPL peut, en revanche, recommander aux familles de souscrire une assurance scolaire pour ces activités, afin de couvrir les dommages qui ne seraient pas pris en charge par l'un des trois régimes de responsabilité précités et procéder à la distribution des propositions d'assurance scolaire présentées par les associations de parents d'élèves, à condition que celle-ci soit

assurée de manière à traiter toutes les associations "sur un plan de stricte égalité ... avec un souci permanent d'impartialité et d'objectivité" (circulaire du 29 août 1988).

2 - ACTIVITÉS FACULTATIVES

2. Les activités facultatives organisées à l'initiative de l'établissement (par exemple, les sorties scolaires qui requièrent une participation financière des parents - théâtre ou cinéma) sont soumises à l'accord des familles. La note de service du 21 juin 1985 et la circulaire du 29 août 1988 préconisent de subordonner la participation des élèves à la souscription d'une assurance. Si les parents acceptent de souscrire une assurance, c'est en fait l'établissement qui en définit les conditions.

Cette assurance doit couvrir aussi bien les dommages subis que ceux causés par les élèves.

3 - ACTIVITÉS ASSOCIATIVES

3. Les associations constituées au sein de l'EPL (foyer socio-éducatif, association de lycéens...) ou intervenant auprès des élèves (associations éducatives) peuvent, dans le cadre de leurs statuts ou de leur règlement intérieur, obliger leurs membres à souscrire une assurance personnelle pour couvrir les dommages causés ou subis par eux dans le cadre des activités de l'association ou à adhérer à un contrat de groupe conclu par l'association elle-même (cf. fiche 27 : Les associations créées au sein de l'EPL, p. 221 et fiche 28 : Les associations extérieures à l'EPL, p. 231).

S'agissant de l'association sportive, le règlement intérieur de l'Union Nationale du Sport Scolaire fait obligation aux élèves de souscrire une assurance pour couvrir les dommages corporels dont ils pourraient être victimes, étant entendu que les dommages qu'ils pourraient causer sont garantis par le contrat d'assurance de l'association elle-même. Il appartient au chef d'établissement de vérifier que ces obligations sont correctement remplies, notamment à l'occasion de la délivrance des licences (cf. fiche 27 : Les associations créées au sein de l'EPL, p. 221).

II. ASSURANCE SOUSCRITE PAR L'EPL

4. Aucune obligation légale n'impose aux EPL de souscrire une assurance pour les dommages que pourraient subir ou causer leurs élèves. La jurisprudence le rappelle de façon constante.

Néanmoins, pour garantir les entreprises accueillant des élèves stagiaires, il est demandé aux EPL de souscrire systématiquement une assurance en vue de couvrir les dommages causés par les élèves en stage, quel que soit le contexte dans lequel il s'inscrit (cf. notamment § 4 de la note de service du 24 mars 1993).

En outre, l'établissement peut, si son conseil d'administration le décide, souscrire un contrat de groupe en vue d'offrir des garanties plus étendues aux élèves de l'établissement.

Dans tous les cas, la conclusion d'un contrat d'assurance par l'EPL doit être soumise au conseil d'administration.

Le dispositif mis en place doit être clairement porté à la connaissance des familles afin d'éviter, autant que possible, les doubles assurances.

III. ASSURANCE SOUSCRITE PAR LES ASSOCIATIONS INTERVENANT AU SEIN DE L'EPL

5. L'association sportive est, on l'a vu, tenue de souscrire, pour l'exercice de son activité, des garanties d'assurance couvrant sa propre responsabilité civile, ainsi que celle de ses préposés, des licenciés et des pratiquants (art. 37 de la loi du 16 juillet 1984, modifiée par la loi du 6 juillet 2000), dans les conditions prévues par le décret n° 93-392 du 18 mars 1993 (cf. fiche 27 : Les associations créées au sein de l'EPL, p. 221).

Il est vivement recommandé aux autres associations (foyer socio-éducatif, associations de lycéens, associations éducatives...) de couvrir, au moins, leur propre responsabilité civile à l'égard des dommages que pourraient causer ou subir les élèves dans le cadre des activités qu'elles organisent (cf. fiche 27 : Les associations créées au sein de l'EPL, p. 221 et fiche 28 : Les associations extérieures à l'EPL, p. 231).

IV. ASSURANCE SOUSCRITE PAR LES ENTREPRISES ACCUEILLANT DES ÉLÈVES EN STAGE

6. Les modèles de convention type qu'il est préconisé de conclure avec les entreprises accueillant des élèves en stage comportent une stipulation selon laquelle : "le chef d'entreprise prend les dispositions nécessaires pour garantir sa responsabilité civile chaque fois qu'elle sera engagée ... en souscrivant une assurance".

Cette clause a essentiellement pour objet de rappeler aux entreprises et organismes d'accueil qu'en dépit des régimes légaux et conventionnels destinés à protéger les élèves à raison des dommages qu'ils pourraient subir ou causer (cf. fiche 43 : Responsabilité à l'égard des élèves, p. 331), il se peut qu'en cas de dommages aux biens, la responsabilité de l'entreprise ou de l'organisme d'accueil soit mise en cause, notamment si une faute du chef d'entreprise ou d'un de ses préposés est à l'origine du dommage. Pour parer à une telle éventualité, il est souhaitable que leur responsabilité soit garantie par une assurance couvrant la réparation des dommages matériels causés aux élèves.

Cette assurance ne jouera que très rarement puisque l'élève est couvert par le régime de réparation des accidents du travail de la sécurité sociale, si l'accident résulte d'une "faute de l'employeur" qualifiée d'inexcusable. L'État assume donc toutes

les obligations incombant, en droit commun, à l'employeur, et prend en charge le complément d'indemnisation auquel a droit l'élève (cf. fiche 43 : Responsabilité à l'égard des élèves, p. 331).

Cette assurance concerne donc les seuls dommages matériels subis par les élèves (vol de vêtements, d'objets divers, bris de lunettes, etc.) qui ne sont pas, *a priori*, couverts et qui pourraient mettre en cause la responsabilité de l'entreprise ou de l'organisme d'accueil.

Il convient donc d'attirer l'attention des entreprises et des organismes d'accueil sur la possibilité d'une mise en cause de leur responsabilité et sur l'intérêt qui s'attache à la souscription d'une assurance, ou, dans la plupart des cas, à la vérification que leur contrat d'assurance intègre bien, parmi les personnels couverts, les stagiaires.

Textes de référence

- Avis du conseil d'État (section de l'intérieur) n° 355-090 du 24 février 1994.
- Code de la sécurité sociale : articles L. 412-8 ; D 412-2 à 412-6.
- Code de l'éducation, art. L. 911-4 et Code civil, art. 1384, al. 7 et 8.
- Note de service n° 85-229 du 21 juin 1985 relative aux assurances scolaires dans les établissements publics d'enseignement général (RLR 562-2).
- Circulaire n° 88-208 du 29 août 1988 relative à la distribution des documents des associations de parents d'élèves et des documents relatifs à l'assurance scolaire (RLR 555-0).
- Note de service n° 93-179 du 24 mars 1993 relative au financement des frais d'hébergement, de restauration, de transport et d'assurance des élèves stagiaires en entreprise (RLR 363-5).